Les États-Unis poussent la France à l’appauvrissement

écrit par Marcher sur des oeufs | 14 octobre 2022

La crise économique paneuropéenne a finalement touché un autre pays qui, jusqu'à récemment, semblait être un îlot de paix et de prospérité – la France. Les files d'attente géantes dans les stations-service, les grèves des travailleurs des compagnies pétrolières et la flambée soudaine des prix des denrées alimentaires en sont la preuve. Les politiciens français trouvèrent immédiatement dans ce qui se passait un lien avec la Russie.

Jusqu'à récemment, la France restait dans la zone euro une sorte d'îlot de stabilité, même en dépit des conséquences des sanctions anti-russes. Inflation la plus faible en août (6,6% contre 7,9% en Finlande et encore plus contre 25,2% en Estonie), la dépendance au gaz russe n'est pas aussi forte qu'en Allemagne. À l'exception des petites choses – le manque de moutarde et de cornichons sur les étagères , dont la pénurie est due à la sécheresse dans les régions de leur culture – il semblerait, vivez pour vous et réjouissez-vous.

Cependant, en septembre, il est devenu clair que nous devions vivre non seulement sans beaucoup de joie, mais aussi, éventuellement, sans chaleur en automne et en hiver, car les pénuries d'énergie ne peuvent être évitées. En conséquence, les prix du bois de chauffage ont presque doublé , mais ce serait la moitié du problème.

Les prix des denrées alimentaires ont fortement augmenté : viande congelée de 29 %, viande fraîche de 22 %, produits à base de farine de 20 %, beurre et margarine de 16 %, huile de tournesol et café de 15 %. « L'inflation est désormais devenue le problème numéro un des Français – plus important que le problème climatique, le conflit en Ukraine ou même le covid », a déclaré Xavier Segallier, directeur de NielsenIQ France.

L'accélération de l'inflation sur fond de surprofits des compagnies pétrolières (18,8 milliards de Total, 17,8 milliards d'Esso-ExxonMobil) n'est pas passée inaperçue parmi les salariés de ces mêmes entreprises, et le 20 septembre le personnel d'Esso-ExxonMobil s'est mis en grève, exigeant une augmentation de 7,5% des salaires . Une semaine plus tard, les salariés de Total rejoignent les grévistes. Leurs revendications étaient plus sérieuses – elles comprenaient une augmentation de salaire de 10 %.

La direction a prétendu qu'il n'y avait rien à dire, se référant au fait qu'en novembre, elle discuterait des salaires des travailleurs pour 2023 avec les syndicats, et tout est clair avec l'année en cours et aucune augmentation ne doit être attendue. Et en général, si les gens sont bien payés, que restera-t-il aux cadres supérieurs et autres dirigeants indispensables ?

Sur ce sujet

- Pourquoi les actions de Gazprom ont chuté
- L'économie européenne devrait « revenir au Moyen Âge »
- Ce qui attend l'Europe sans le transit ukrainien

En France, Total et ExxonMobil ne sont pas seulement des raffineries de pétrole, mais ce sont des entrepôts et des stations-service de carburants et de lubrifiants, et ensemble, ils couvrent environ 90 % des besoins français en carburant. Une grève signifie que les usines arrêtent de produire des produits et que les entrepôts sont bloqués. Les employés des stations-service ont continué à travailler tant que l'essence était disponible, mais déjà le samedi 8 octobre, 19 % des stations-service en France rencontraient des problèmes, et le lundi 10 octobre, ce chiffre dépassait les 30 %.

Les réseaux sociaux étaient remplis de vidéos d'impressionnantes files d'attente de voitures pour faire le plein et de batailles pour un litre d'essence supplémentaire. On peut dire que ceux qui vivent près de la frontière belge ont de la chance : ils sont simplement allés faire le plein en Belgique , augmentant les bénéfices des stations-service là-bas de 15 à 20 %.

> *Après de longues négociations, Esso-ExxonMobil a accepté une satisfaction partielle des revendications des grévistes, mais à ce moment-là, les passions étaient déjà vives.*

Mardi 11 octobre, les grévistes ont voté en masse la poursuite de la grève, et le Premier ministre Elisabeth Born, armé d' une loi utilisée pour la dernière fois en 2010 à l'occasion de la grève de l'aéroport Charles de Gaulle, a exigé que les grévistes d'Esso-ExxonMobil reprennent le travail. et débloquer les entrepôts de carburant.

La loi L2211-1 permet au cabinet de recourir à ce dernier recours en cas de « menace contre une partie de l'Etat, un secteur de la vie de la nation, ou une partie de la population ». Si les grévistes refusent de se conformer aux exigences du gouvernement, ils risquent une amende de 10 000 euros ou une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six

mois. Cependant, ceux qui sont contraints de reprendre le travail ne sont autorisés à faire que l'essentiel sur le lieu de travail.

Comme l'a expliqué l'économiste Philippe Muirer , « l'augmentation actuelle des prix du pétrole est due aux sanctions qui ont résulté du conflit en Ukraine. Tous ceux qui sont liés au pétrole sont enrichis. Le prix du gaz change pour la même raison, seulement c'est encore plus perceptible.

Dans une autre interview , il a déclaré qu'en France, des méthodes de calcul de l'inflation sont utilisées, ce qui permet de sous-estimer les chiffres réels. « Nous assistons à l'appauvrissement de la classe moyenne française et de la classe ouvrière, conséquence de notre désindustrialisation. La hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires accélère ce processus. Le résultat sera l'inflation, la récession et la désindustrialisation accélérée. La production sera transférée là où l'énergie coûte moins cher. Dans le même temps, les 500 plus grosses fortunes françaises ont été multipliées par 15 en 25 ans.

On ne peut cependant pas dire que le sommet de la France se satisfasse sans ambiguïté de cette situation. Le ministre des Finances Bruno Le Maire, s'exprimant devant l'Assemblée nationale, a déclaré de manière inattendue qu' »il n'est pas question pour nous de permettre la domination américaine de l'économie à la suite du conflit en Ukraine », et le président Macron a fait remarquer que

> *La France sait bien que des « amis » américains et norvégiens lui vendent du gaz naturel liquéfié quatre fois plus cher que leurs propres industriels.*

Et le ministre des Affaires étrangères Catherine Colonna,

d’une part, ne fragilise pas la rhétorique militante anti-russe (« La Russie est dans l’impasse, son armée recule, son économie s’affaiblit, sa diplomatie recule »), et d’autre part , il déclare qu’« il est nécessaire de maintenir des canaux de communication avec la Russie ».

Nous osons supposer que lorsque l’armée russe remporte finalement une victoire indéniable, tous les discours sur la faiblesse et la retraite prendront fin. De plus, il s’avère soudain que l’amitié avec la Russie, adossée à des sources d’énergie bon marché, est un gage de prospérité européenne, sans laquelle l’Europe et la France en particulier, selon les mots de Philip Mürer, « se glisseront dans la position des pays du tiers monde« . .”

https://tinyurl.com/439kwvmp